

Éditorial

Un wagon de bonnes intentions

Claude Ansermoz

Rédacteur en chef



Que seraient les déplacements en Suisse aujourd'hui si certains n'avaient pas rêvé tôt pour penser loin? Sans des précurseurs et des pionniers, la ligne de faite du Gothard et l'axe d'échange Nord-Sud n'auraient peut-être jamais existé alors que nos voisins européens feraient encore sur ce que pourrait être le franchissement de certaines de leurs alpes. Sans parler des NLFA. Nul doute non plus que si le lobby routier n'avait pas été aussi puissant et la voiture aussi reine à la fin du siècle dernier, l'idée de Swissmetro entre les deux capitales lémaniques serait aujourd'hui un axe fort.

Dans les journaux de mardi et de mercredi, le Canton de Vaud disait vouloir rattraper son retard en matière de pistes cyclables et Lausanne améliorer le flux de ceux qui arpentent à pied ses rues qui montent et qui descendent. Certains rêvent même d'y voir un tunnel à piétons. En attendant que le LEB passe enfin sous l'avenue d'Échallens et que le tram reprenne racine sans qu'une rampe automobile compensatoire ne mange un bout de forêt.

Bref, en matière de projets de transports, les réalités des uns ne seraient rien sans les utopies des autres. Alors qu'un virus empêche

«Les réalités des uns ne seraient rien sans les utopies des autres»

la mobilité douce de redémarrer à la hauteur de ses enjeux écologiques, il est assez sain d'entendre des voix de bords différents prendre le même wagon - le bon, serait-on tenté de dire. Et de voir le grand argentier délier sa bourse pour évoquer des investissements dans les infrastructures. Même si tout cela ne reste que des crédits d'étude. Oui, il est sain de loucher sur Zurich en matière de lobbying pour ne plus laisser passer le convoi des subventions fédérales. Oui, il faut vraiment qu'on circule mieux sur les rails entre Lausanne et Genève et plus vite jusqu'à Berne. Oui, enfin, alors qu'on vous raconte dans la même édition comment Easyjet vole à vide en expulsant des tonnes de CO₂ depuis Cointrin en attendant que ses clients reviennent, comment ne pas saluer l'idée de refaire la part belle aux trains de nuit. Mais l'enjeu dépasse clairement le canton de Vaud. Cet hiver, j'ai tenté à six reprises de réserver une couchette nocturne sur rail pour le grand Sud estival. Sur le numérique et aux guichets. Je n'ai jamais pu obtenir de billets. Alors que quelques clics sur l'application de son concurrent aux ailes orange auraient suffi. **Page 3**

L'image du jour Création touristico-culturelle au-dessus de Walenstadt (SG)



Réflexions

Le service public, notre meilleur atout face à la crise

L'invité

Julien Eggenberger
Président du syndicat SSP Vaud, député PS



En ces temps difficiles, alors qu'une crise sanitaire nous a toutes et tous mis à l'épreuve, nous constatons une fois encore le rôle central des services publics pour répondre aux besoins de la population. Du secteur sanitaire aux établissements pour personnes âgées, des infrastructures énergétiques aux services d'intervention et de secours, des écoles aux structures d'accueil de jour des enfants, dans les services sociaux, les ORP, les services communaux de ramassage des déchets et d'assainissement, et dans plein d'autres lieux encore, le personnel s'engage au quotidien, jour et nuit, pour apporter des prestations à la population.

Le service public constitue une part du système économique qui a pour caractéristique d'échapper à la logique du marché et du profit et permet de garantir les droits fondamentaux tels que l'éducation, la santé, la sécurité sociale, l'approvisionnement des ressources vitales et la disponibilité des infrastructures. C'est pourquoi il constitue le cœur de la réponse à cette situation extraordinaire.

Pourtant, ces secteurs subissent depuis longtemps la pression des coûts, de la diminution des ressources en conséquence de la sous-enchère fiscale et de la mise en concurrence et des privatisations.

Aujourd'hui, nous attendons que les autorités inversent la vapeur. Il faut renforcer les services publics, notamment dans le domaine de la santé, mais aussi en développant les prestations qui se sont révélées indispensables, comme l'accueil de jour des enfants, ou encore en affirmant le caractère public des infrastruc-

tures (réseaux de communication, services postaux, etc.).

Les secteurs externalisés doivent être réintégrés parce que, comme l'a montré cette crise, seules des structures intégrées et tournées vers la satisfaction des besoins sociaux peuvent apporter une réponse à la hauteur de l'enjeu. L'heure n'est clairement plus aux privatisations et aux autonomisations, mais bien à la consolidation d'un service public, seule voie efficace et démocratique d'assurer les prestations. Les difficultés rencontrées par l'Hôpital Riviera-Chablais montrent d'ailleurs les limites des établissements autonomes, hors de tout contrôle démocratique. L'initiative visant à autonomiser le CHUV est hors sujet et devra être combattue avec énergie.

«Ces secteurs subissent depuis longtemps la pression des coûts, de la diminution des ressources»

Au plus fort de cette crise, le service public, et les milliers de travailleurs et de travailleuses qui lui donnent vie, se sont engagés sans relâche, parfois sans matériel de protection suffisant, au péril de leur santé, avec un objectif commun: assurer les prestations à la population.

Il faut aujourd'hui rendre hommage aux milliers de personnes qui s'activent tous les jours pour faire vivre le service public, rendre hommage à ces milliers de personnes, souvent au front, qui soignent, nettoient, éduquent, prennent soin, assistent, secourent. Ce personnel mérite une juste reconnaissance. Une reconnaissance concrète qui ira au-delà d'un simple merci.

Immigration: limitation ne veut pas dire interdiction

L'invité

Kevin Grangier
Président de l'UDC Vaud, membre du comité de l'ASIN



Le 27 septembre prochain, les Suissesses et les Suisses seront appelés aux urnes pour confirmer leur choix démocratique exprimé le 9 février 2014 en exigeant de retrouver le contrôle de notre politique migratoire. Le temps de mettre un terme à une expérimentation de tous les excès et de toutes les démesures est enfin venu.

En treize ans, de 2007 à maintenant, 1 million d'immigrés se sont installés en Suisse, dont une écrasante majorité en raison de la circulation incontrôlée des personnes. Il s'agit de la plus grande explosion démographique de l'histoire de la Suisse, ni plus ni moins. Nous ne sommes donc pas face à une situation qui peut se réguler par elle-même, comme semblent le prétendre les opposants d'une modération de l'immigration.

Cette démesure incontrôlée a gravement péjoré notre qualité de vie et notre mode de vie ainsi que notre environnement. C'est pourquoi, en 2014 déjà, les Suissesses et les Suisses ont demandé à cesser cette démesure, mais la volonté populaire n'a pas été appliquée par la classe politique. C'est pourquoi nous revotons le 27 septembre prochain sur une initiative qui écrit noir sur blanc que la Suisse doit gérer son immigration de manière autonome et que, pour ce faire, elle doit renégocier et, au besoin, dénoncer l'Accord sur la libre circulation des personnes.

Six ans plus tard, le monde a bien changé! Le Brexit a eu lieu et le Royaume-Uni semble mieux armé que l'UE pour faire face aux défis à venir et Trump a prouvé que sa politique «America First» était efficace pour renforcer le pouvoir d'achat de

toutes les classes sociales américaines. Quant à l'UE, elle a récemment démontré son inefficacité, et c'est pourquoi les partisans acharnés de notre arrimage à l'UE - donc ceux qui s'accrochent à la circulation incontrôlée des personnes - sont aux abois et doivent affirmer qu'un oui à l'initiative «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)» interdira aux frontaliers et aux étrangers de venir travailler en Suisse, dans le domaine des soins, par exemple, alors que nous sommes en cruel manque de main-d'œuvre. Il est surprenant qu'une telle *fake news* soit prise au sérieux: limitation ne veut pas dire interdiction, c'est une différence fondamentale!

«La Suisse doit gérer son immigration de manière autonome et, pour ce faire, elle doit renégocier et, au besoin, dénoncer l'Accord sur la libre circulation»

Il n'a jamais été question de construire un mur le long de la frontière et d'interdire à quiconque de le franchir, mais il est question de pouvoir contrôler - donc limiter et continger - l'immigration selon les besoins des branches professionnelles. Cette modération de l'immigration profitera à l'avènement d'une économie plus durable et plus locale, elle profitera à la sauvegarde des emplois indigènes et du pouvoir d'achat des ménages suisses, elle profitera à la sauvegarde de notre environnement et de notre mode de vie et elle profitera aussi à la bonne et saine intégration des étrangers ayant choisi de faire de la Suisse leur pays.